



### *Cellule d'analyse européenne*

## **PAQUET "ACHÈVEMENT DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE"**

**COM(2017) 821 à 827**

**Résumé:** Ce paquet prévoit des étapes concrètes en vue de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire européenne, par exemple la création d'un Fonds monétaire européen et d'un ministre européen des Affaires économiques et des Finances, et l'ancrage du mécanisme de stabilisation européen et d'un certain nombre d'instruments budgétaires dans le droit de l'Union européenne. Cet approfondissement requiert des avancées dans d'autres domaines complémentaires, comme l'union financière et budgétaire, la responsabilité démocratique et le renforcement de la gouvernance. Ces mesures devraient être approuvées d'ici à la mi-2019. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité à propos de ces propositions législatives expire le 1<sup>er</sup> février 2018.**

### **1. Contexte**

L'idée d'approfondir et d'achever l'Union économique et monétaire (UEM) était déjà annoncée dans le Plan des Cinq Présidents de 2015, dans le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe de mars 2017 et dans le discours sur l'état de l'Union de M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, de septembre 2017.

L'achèvement de l'UEM sera source de croissance, d'emplois, d'investissements, de justice sociale et de stabilité macroéconomique.

La Commission européenne propose un paquet qui prévoit des étapes concrètes pour les dix-huit prochains mois (Fonds monétaire européen, ministre européen des Finances, etc.). Ces propositions s'adressent aussi bien aux États membres de la zone euro qu'aux États qui n'en sont pas membres. À l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, tous les États membres qui n'appartiennent pas à la zone euro sont en effet légalement tenus d'adopter, à terme, l'euro.

L'élection du Parlement européen devant avoir lieu en juin 2019, la Commission européenne préconise que le Conseil et le Parlement européen adoptent déjà une série de mesures avant cette date.

### **2. Contenu**

En résumé, les lignes de force du paquet sont les suivantes:

**L'approfondissement de l'Union économique et monétaire : feuille de route - COM(2017)821**

La Commission européenne souhaite réaliser, d'ici la mi-2019, plusieurs projets importants en vue d'approfondir l'Union économique et monétaire, à savoir la création d'un Fonds monétaire européen, la désignation d'un ministre européen de l'économie et des finances et l'ancrage du mécanisme européen de stabilité et d'un certain nombre d'instruments budgétaires dans le droit de l'UE.

***Une proposition de règlement concernant la création du Fonds monétaire européen (FME) - COM(2017)827***

Le mécanisme européen de stabilité (MES), qui fonctionne encore actuellement sur une base intergouvernementale, sera transformé en un Fonds monétaire européen (FME). La transformation de ce mécanisme en un organe de l'Union doté de la personnalité juridique devrait ouvrir la voie à une gestion plus efficace des crises, ce qui permettra de mieux aider les États membres en difficulté.

Le FME reprendra à son compte la mission du Fonds de résolution unique en intervenant en dernier recours en vue de faciliter la résolution ordonnée de banques en détresse, ce qui devrait renforcer la confiance dans le secteur bancaire.

La prise de décisions sera accélérée dans les situations d'urgence et le FME devrait pouvoir développer de nouveaux instruments financiers.

Les parlements nationaux pourront s'adresser au directeur du FME en lui soumettant des questions écrites et en sollicitant des échanges de vues.

***Une proposition de directive visant à intégrer le contenu du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans le cadre juridique de l'Union, compte tenu de la flexibilité nécessaire inscrite dans le pacte de stabilité et de croissance et établie par la Commission depuis janvier 2015 - COM(2017)824***

- Le traité intergouvernemental, avec son « pacte budgétaire » (*fiscal compact*), serait intégré dans le cadre juridique de l'UE, ce qui permettrait un suivi permanent et plus efficace du processus budgétaire.
- Les États membres fixent un objectif à moyen terme (OMT) pour le solde structurel, de sorte que la dette publique tende vers les 60% du PIB.
- Si un État membre n'atteint pas son OMT, il devra tendre vers cet objectif en suivant une trajectoire à moyen terme pour les dépenses publiques.
- Un mécanisme de correction sera automatiquement déclenché si un État membre s'écarte de manière significative de l'objectif de moyen terme ou de sa trajectoire d'ajustement.

***Une communication relative à de nouveaux instruments budgétaires pour une zone euro stable dans le cadre de l'Union - COM(2017)822***

- Les États membres qui le demandent pourront se faire assister dans leur programme de réformes à l'échelon national par le biais d'un **appui** budgétaire et technique ;
- Le mécanisme de stabilisation est destiné aux États membres de la zone euro et doit être ouvert aux autres États membres de l'UE afin d'absorber les chocs économiques inattendus et de stabiliser le niveau des investissements.

***Une communication sur la création d'un mandat de ministre européen de l'économie et des finances - COM(2017)823***

- Nature du mandat : le ministre européen de l'économie et des finances est vice-président de la Commission, président de l'Eurogroupe et président du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire européen. Il est responsable devant le Parlement européen et entretient un dialogue avec les parlements nationaux.
- Compétences : il supervise les réformes structurelles et la politique économique et budgétaire des États membres.
- Entrée en vigueur : mi-2019 (lors de la désignation de la nouvelle Commission)

***Modification du règlement (UE) n° 1303/2013 « dispositions communes pour les Fonds ESI » - COM(2017)826***

Cette réglementation offre un cadre destiné à soutenir les engagements pris par les États membres dans le cadre de réformes structurelles identifiées par le Semestre européen. Cette réglementation soutient également la politique de cohésion et les engagements des États membres sur le plan de la croissance et de la compétitivité. Au cours de la période 2018-2020, les États membres auraient ainsi la possibilité d'utiliser tout ou partie de la réserve de performance des Fonds structurels et d'investissement européens actuels (Fonds ESI) pour soutenir des réformes structurelles plutôt que des projets spécifiques.

***Modification du règlement (UE) 2017/825 établissant le programme d'appui à la réforme structurelle en ce qui concerne les modifications spécifiques pour la période 2018-2020 - COM(2017)825***

Pour la période 2018-2020, la Commission propose également de renforcer le **programme d'appui à la réforme structurelle** en doublant les moyens disponibles pour les activités d'appui technique, de manière à porter le montant total du budget concerné à 300 millions d'euros d'ici 2020.

**3. Cadre juridique européen et développements au niveau européen:**

Fondement juridique des initiatives législatives:

- projet de règlement relatif au FME (COM(2017)827): article 352 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui permet d'inscrire le Mécanisme européen de stabilité dans le cadre de l'Union;
- Projet de directive relative au renforcement de la responsabilité budgétaire et de l'orientation budgétaire (COM(2017)824): article 126, § 14, alinéa 2, du TFUE (cadre politique visant à éviter les déficits excessifs);
- projets de règlements relatifs aux fonds structurel et d'investissement européens et au programme d'appui aux réformes structurelles (COM(2017)825 et 826): article 175, alinéa 3, du TFUE (actions spécifiques en dehors des fonds).

**4. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre:**

- Commission des Finances et du Budget;
- pour information: Comité d'avis chargé des questions européennes.

## **5. Suivi de la part des instances fédérales:**

- SPF Finances.

## **6. Subsidiarité / Suivi parlementaire:**

Il s'agit en l'espèce de propositions de législation. La commission compétente peut dès lors formuler un avis sur la subsidiarité dans le sens de l'art. 37bis du Règlement de la Chambre.

**Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions législatives expire le 1<sup>er</sup> février 2018.**

La commission des Finances peut, dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso) formuler un avis ou des observations à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

### Projet d'avis :

- En ce qui concerne la subsidiarité / la compétence:

L'intégration d'instruments juridiques intergouvernementaux dans le droit de l'UE doit bien entendu faire l'objet d'une initiative européenne. Les objectifs de ces mesures législatives, qui visent à renforcer la gestion économique et budgétaire et le processus décisionnel et à fixer des règles pour les cadres budgétaires des États membres, ne peuvent pas être définis par les États membres pris séparément. Une initiative européenne s'impose en la matière.

Remarque: Même s'il existe des arguments en faveur d'un règlement de la question au niveau européen et même si ces mesures peuvent être pertinentes, il est permis de se demander si tous les États membres ont la volonté de renoncer au caractère intergouvernemental du Mécanisme européen de stabilité (MES) au profit d'un Fonds monétaire européen, qui serait un organe de l'Union. Se pose également la question de savoir si tous les États membres sont convaincus par l'idée d'un ministre européen des Affaires économiques et des Finances. En ce qui concerne la proposition de directive relative au renforcement de la responsabilité budgétaire et de l'orientation budgétaire, force est de constater qu'en 2012, les États membres ont marqué leur accord sur l'intégration du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans le cadre juridique de l'Union. D'aucuns feront peut-être valoir qu'il n'en reste pas moins que les États membres doivent eux-mêmes disposer d'une marge pour déterminer quels sont les moyens qu'ils entendent mettre en œuvre pour réaliser l'objectif du pacte de stabilisation.

- En ce qui concerne la proportionnalité:

D'un point de vue global, les mesures ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs visés. Des procédures spéciales sont prévues en cas d'urgence - par exemple une majorité qualifiée plus importante de 85% des voix -, ainsi que pour les décisions spécifiques concernant le soutien à la stabilité, les paiements et la résolution ordonnée des banques en détresse. Le FME est investi en la matière d'une obligation de justification à l'égard des Parlements nationaux.

### **Pour en savoir plus:**

NOUVELLES ÉTAPES EN VUE DE L'ACHÈVEMENT DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE: FEUILLE DE ROUTE:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170821.do>

## NOUVEAUX INSTRUMENTS BUDGÉTAIRES POUR UNE ZONE EURO STABLE DANS LE CADRE DE L'UNION

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170822.do>

Communication relative à "un ministre européen de l'Économie et des Finances":

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170823.do>

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL établissant des dispositions en vue du renforcement de la responsabilité budgétaire et de l'orientation budgétaire à moyen terme dans les États membres

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170824.do>

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) 2017/825 afin d'augmenter l'enveloppe financière du programme d'appui à la réforme structurelle et d'adapter son objectif général

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170825.do>

Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013 "dispositions communes relatives aux fonds ESI"

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170826.do>

Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL concernant la création du Fonds monétaire européen

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170827.do>

<b>Descripteurs Eurovoc:</b>	UNION EUROPÉENNE – Règlement – Directive – Contrôle bancaire – Contrôle financier – Union économique et monétaire – Zone euro – Semestre européen - Budget – Politique budgétaire – Politique économique – Dette publique – Budget de l'État – Pacte de stabilité et de croissance
------------------------------	--

**Rédaction:** Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93,  
[roeland.jansoone@lachambre.be](mailto:roeland.jansoone@lachambre.be)



## *Europese analysecel*

### **PAKKET « VOLTOOIING VAN EUROPA'S ECONOMISCHE EN MONETAIRE UNIE »**

**COM(2017) 821 tot 827**

**Samenvatting:** Dit pakket omvat concrete stappen voor de verdieping van Europa's economische en monetaire unie, zoals een Europees Monetair Fonds, Europese minister van Economische Zaken en Financiën, en de verankering van het Europese Stabilisatiemechanisme en een aantal begrotingsinstrumenten in het recht van de EU. Deze verdieping vereist voortgang op andere complementaire domeinen zoals de financiële en begrotingsunie, democratische verantwoording en versterkt bestuur. Tegen medio 2019 zouden de maatregelen moeten goedgekeurd zijn. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 1 februari 2018.**

## **1. Context**

De ideeën om te komen tot een verdere verdieping en voltooiing van de economische en monetaire unie (EMU) zijn reeds eerder gelanceerd in het Plan van de Vijf Presidenten van 2015, het Witboek over de "Toekomst van de EU" van maart 2017 en de "State of the Union" van Europees Commissievoorzitter Juncker van september 2017.

De voltooiing van de EMU zal bijdragen tot meer groei, jobs, investeringen, sociale rechtvaardigheid en macro-economische stabiliteit.

De Europees Commissie stelt een pakket voor met een aantal concrete stappen voor de komende 18 maanden (Europees Monetair Fonds, Europese minister van Financiën, e.a.). Deze voorstellen richten zich zowel tot de lidstaten van de eurozone, als de niet-eurolidstaten. Met uitzondering van het Verenigd Koninkrijk en Denemarken zijn alle lidstaten die niet tot de eurozone behoren er immers wettelijk toe verbonden zich uiteindelijk bij de euro aan te sluiten.

Omdat de verkiezingen voor het Europees Parlement plaatsvinden in juni 2019, pleit de Europees Commissie ervoor dat een aantal maatregelen reeds vóór die datum zijn goedgekeurd door de Raad en het Europees Parlement.

## **2. Inhoud**

Samengevat, bevat het pakket de volgende krachtlijnen:

### ***De verdieping van de economische en monetaire unie : een routekaart - COM(2017)821***

De Europese Commissie wenst tegen medio 2019 een aantal belangrijke projecten te realiseren die de economische en monetaire unie verdiepen, nl. een Europees Monetair Fonds, een Europese minister van Economische Zaken en Financiën, en de verankering van het Europese Stabilisatiemechanisme en een aantal begrotingsinstrumenten in het recht van de EU.

### ***Een ontwerpverordening tot instelling van een Europees Monetair Fonds (EMF) - COM(2017)827***

Het Europese Stabiliteitsmechanisme (ESM), dat nu nog op intergouvernementele basis werkt, wordt omgevormd tot een Europees Monetair Fonds. De omvorming tot een orgaan van de Unie met rechtspersoonlijkheid zou het crisisbeheer ten aanzien van in nood verkerende lidstaten slagvaardiger en efficienter maken.

Het EMF neemt de taak van het Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds over door als laatste redmiddel op te treden om de ordelijke afwikkeling van banken in nood te vergemakkelijken. Dit zou het vertrouwen in het bankwezen versterken.

Er zou een snellere besluitvorming komen bij nood gevallen en het EMF zou nieuwe financiële instrumenten kunnen ontwikkelen.

Nationale parlementen kunnen zich wenden tot de directeur van het EMF met schriftelijke vragen en verzoek tot gedachtewisseling.

### ***Een voorstel van richtlijn om de inhoud van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur te integreren in het rechtskader van de Unie, rekening houdend met de passende flexibiliteit die in het stabiliteits- en groeipact is ingebouwd en door de Commissie sinds januari 2015 is bepaald - COM(2017)824***

- Het Intergouvernementele Verdrag met het begrotingspact (*fiscal compact*) zou worden geïntegreerd in het rechtskader van de EU. Hierdoor wordt voorzien in een voortdurende en verbeterde monitoring van het begrotingsproces.
- De lidstaten stellen een middellangetermijndoelstelling (MTO) vast voor het structurele saldo zodat de overheidschuld de 60 % van het BBP benadert.
- Als een lidstaat niet voldoet aan de MTO, moet hij convergeren richting MTO via een groeitraject op middellange termijn voor de overheidsuitgaven.
- Er wordt automatisch een correctiemechanisme geactiveerd als een lidstaat op significante wijze afwijkt van de middellangetermijndoelstelling of het aanpassingstraject.

### ***Een mededeling over nieuwe begrotingsinstrumenten voor een stabiele eurozone binnen het kader van de Unie - COM(2017)822***

- Lidstaten, die dit verzoeken, krijgen ondersteuning voor nationale hervormingen via budgettaire en technische ondersteuning;
- De stabilisatiefunctie is bedoeld voor de lidstaten van de eurozone en moet openstaan voor de andere EU-lidstaten ten einde onverwachte economische schokken op te vangen en het investeringsniveau op peil te houden.

**Een mededeling over een Europese minister van Economische Zaken en Financiën - COM(2017)823**

- Aard mandaat: De Europese minister van Economische Zaken en Financiën is vicevoorzitter van de Commissie, voorzitter van de eurogroep en voorzitter van de Raad van gouverneurs van het Europees Monetair Fonds. Hij legt verantwoording af aan het Europees Parlement en treedt in dialoog met de nationale parlementen.
- Bevoegdheid: Ziet toe op de structurele hervormingen en het budgettair en economisch beleid van de lidstaten.
- Inwerkingtreding: tegen midden 2019 (bij de aanstelling van de nieuwe Commissie)

**Wijziging van Verordening (EU) nr. 1303/2013 « gemeenschappelijke voorschriften voor de ESI-fondsen » - COM(2017)826**

Deze reglementering biedt een kader om door lidstaten gedane toezeggingen te ondersteunen op het gebied van structurele hervormingen die door het Europees semester zijn geïdentificeerd. Tezelfdertijd ondersteunt deze reglementering het cohesiebeleid en toezeggingen van lidstaten op het gebied van groei en concurrentievermogen. Voor de periode 2018-2020 zouden de lidstaten de prestatiereserve in de huidige Europese structuur- en investeringsfondsen (ESI-fondsen) volledig of deels kunnen gebruiken ter ondersteuning van structurele hervormingen in plaats van specifieke projecten.

**Wijziging van Verordening (EU) 2017/825 m.b.t. de voor de periode 2018-2020 specifieke wijzigingen voor structurele hervormingen - COM(2017)825**

Voor de periode 2018-2020 stelt de Commissie ook voor om het steunprogramma voor structurele hervormingen te versterken door de beschikbare middelen voor technische ondersteuningsactiviteiten te verdubbelen en zo tussen nu en 2020 tot 300 miljoen euro te komen.

**3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:**

De rechtsbasis voor de wetgevende initiatieven:

- ontwerpverordening inzake het EMF (COM(2017)827): artikel 352 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat het mogelijk maakt het Europees Stabiliteitsmechanisme in het kader van de Unie op te nemen;
- ontwerprichtlijn aangaande de versterking van de begrotingsverantwoordelijkheid en de begrotingskoers (COM(2017)824): artikel 126, lid 14, tweede alinea, VWEU (beleidskader ter voorkoming van buitensporige tekorten);
- ontwerpverordeningen inzake Europese structuur- en investeringsfondsen en de steunprogramma's voor structurele hervormingen (COM(2017)825 en 826): artikel 175, derde alinea VWEU (specifieke maatregelen buiten de fondsen).

**4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):**

- Commissie Financiën en Begroting;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

## **5. Opvolging bij de federale instanties:**

- FOD Financiën.

## **6. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:**

Het betreft hier ontwerpen van wetgeving. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

**De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 1 februari 2018.**

De commissie Financiën kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

### Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit / bevoegdheid betreft:

Intergouvernementele rechtsinstrumenten onderbrengen onder het recht van de EU vereist uiteraard een Europees initiatief. De doelstellingen van deze wetgevende maatregelen, die het economische en budgettaire bestuur en de besluitvorming wensen te versterken en voorschriften voor de begrotingskaders van de lidstaten vaststellen, kunnen onvoldoende door de afzonderlijke lidstaten worden geregeld. Een Europees initiatief is noodzakelijk.

Kanttekening: Ook al zijn er redenen om de zaken Europees te regelen en kunnen deze schikkingen gepast zijn, toch is het de vraag of alle lidstaten vinden dat het intergouvernementele karakter van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM) moet wijken voor een Europees Monetair Fonds dat een orgaan is van de Unie. De vraag rijst ook of alle lidstaten de idee van een Europees minister van Economische Zaken en Financiën genegen zijn. Wat de ontwerprichtlijn betreffende de versterking van de begrotingsverantwoordelijkheid en de begrotingskoers betreft, is het zo dat in 2012 de lidstaten ermee ingestemd hebben dat het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur zou geïntegreerd worden in het rechtskader van de Unie. Het is evenwel mogelijk dat zal worden opgemerkt dat dit niet belet dat lidstaten zelf over een beleidsmarge moeten beschikken om te bepalen met welke middelen ze de doelstelling van het stabilisatiepact willen bereiken.

- Wat de proportionaliteit betreft:

Globaal beschouwd, gaan de maatregelen niet verder dan noodzakelijk is om de doelstellingen te bereiken. Er wordt voorzien in speciale procedures bij dringende gevallen, bijvoorbeeld een grotere gekwalificeerde meerderheid, waarbij 85% van de stemmen vereist is, voor specifieke besluiten over stabiliteitssteun, uitbetalingen en de ordelijke afwikkeling van banken in nood. Het EMF heeft een verantwoordingsplicht ten aanzien van de nationale parlementen.

### **Om meer te weten:**

VERDERE STAPPEN NAAR VOLTOOIING VAN EUROPA'S ECONOMISCHE EN MONETAIRE UNIE: EEN ROUTEKAART :

<http://www.ipex.eu/IPPEXL-WEB/dossier/document/COM20170821.do>

NIEUWE BEGROTINGSINSTRUMENTEN VOOR EEN STABIELE EUROZONE BINNEN HET KADER VAN DE UNIE

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170822.do>

Mededeling over een “Europese minister van Economische Zaken en Financiën”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170823.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van bepalingen ter versterking van de begrotingsverantwoordelijkheid en de begrotingskoers op middellange termijn in de lidstaten

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170824.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) 2017/825 om de financiële middelen van het steunprogramma voor structurele hervormingen te verhogen en de algemene doelstelling ervan aan te passen

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170825.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1303/2013 « gemeenschappelijke voorschriften voor de ESI-fondsen »

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170826.do>

Voorstel voor een VERORDENING tot instelling van het Europees Monetair Fonds

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170827.do>

<b>Eurovoc-descriptoren:</b>	EUROPESE UNIE – Verordening – Richtlijn – bankcontrole - financiële controle - Economische en Monetaire Unie - eurozone – Europees semester - Begroting – Begrotingsbeleid – Economisch beleid - Overheidsschuld – Rijksbegroting - Stabiliteits- en Groepact
------------------------------	---

**Redactie:** Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,  
[roeland.jansoone@dekamer.be](mailto:roeland.jansoone@dekamer.be)